

Unité Interdépartementale 39-71  
1 rue Georges Feydeau  
CS 20105  
71321 Chalon-sur-saone Cedex

Chalon-sur-saône, le 14/06/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 07/05/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **V 33 SA**

Rue de la Croix Bernard  
Hameau de la Muyre  
39210 Domblans

Références : CM/MV/2024/C\_093  
Code AIOT : 0005900830

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 07/05/2024 dans l'établissement V 33 SA implanté Rue de la Croix Bernard Hameau de la Muyre 39210 Domblans. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La visite s'inscrit dans le cadre du Plan Pluriannuel de Contrôle (PPC) de l'inspection des installations classées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- V 33 SA
- Rue de la Croix Bernard Hameau de la Muyre 39210 Domblans
- Code AIOT : 0005900830

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Le site industriel V33 de Domblans est le site principal de la société ainsi que son siège social. Le site produit des produits à base solvantée et à base aqueuse, principalement des peintures, des cires et des résines pour la grande distribution. Il comprend des bâtiments tertiaires pour l'accueil des différentes directions (industrielles, R&D, systèmes d'informations...) ainsi que des bâtiments de production et de stockage. Le site est classé Seveso Seuil Bas et soumis à la réglementation applicable aux entrepôts.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
5	Matières dangereuses et chimiquement incompatibles	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
8	Détection incendie	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12	Demande d'action corrective	3 mois
9	Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 de l'annexe II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Résistance aux séismes	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11	Sans objet
2	Situation administrative au titre des ICPE	Code de l'environnement du 12/06/2024, article R.511-9 et son annexe (rubrique 1510)	Sans objet
4	Etat des matières stockées d'information de la population (A	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	et Enr)		
6	Conditions de stockage	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II	Sans objet
7	Interdictions de stockage de certains liquides inflammables	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II	Sans objet
10	Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de vérifier la mise en œuvre du plan de visite des équipements critiques au séisme ainsi que l'application de la réglementation entrepôt. Une non-conformité a été constatée sur l'absence de détection incendie dans le bâtiment E. Il est par ailleurs demandé à l'exploitant de justifier :

- l'utilisation de l'inventaire de fin d'année pour vérifier les quantités de produits réellement stockées ;
- l'absence de stockage de matières incompatibles en proximité ;
- l'intégration du plan de défense incendie dans le POI mis à jour ;

Le contrôle des autres points n'appelle pas de commentaire particulier de la part de l'inspection.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Résistance aux séismes

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 11
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Risque séisme
<b>Prescription contrôlée :</b>  « L'exploitant élabore et met en œuvre un plan de visite des équipements critiques au séisme identifiés dans l'étude de dangers mentionnée à l'article L. 181-25 du code de l'environnement. [...] »  Ce plan est élaboré au plus tard : - au 1er janvier 2020 pour les installations existantes ; [...] »
<b>Constats :</b>  Le plan de visite des équipements critiques au séisme a été transmis à l'inspection en décembre 2021 suite à l'inspection du 28 juin 2021. Certains équipements sont déjà soumis aux contrôles effectués dans le cadre du plan de modernisation des installations industrielles (PM2I) en fonction des produits et des volumes stockés.

<p>Le plan de visite des équipements critiques au séisme a permis d'identifier des contrôles complémentaires à faire sur les équipements suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- cuve de gaz ;</li> <li>- bassins de rétentions RI1, RI2, RI3 ;</li> <li>- structures et tuyauteries des cuves de solvants du bâtiment C.</li> </ul> <p>Le contrôle est effectué annuellement avec établissement de fiches de visite PM2I et séismes. L'exploitant indique avoir effectué le dernier contrôle le 29/02/2024.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 2 : Situation administrative au titre des ICPE**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 12/06/2024, article R.511-9 et son annexe (rubrique 1510)</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Appréciation des dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Entrepôts couverts (installations, pourvues d'une toiture, dédiées au stockage de matières ou produits combustibles en quantité supérieure à 500 tonnes), à l'exception des entrepôts utilisés pour le stockage de matières, produits ou substances classés, par ailleurs, dans une unique rubrique de la présente nomenclature, des bâtiments destinés exclusivement au remisage des véhicules à moteur et de leur remorque, des établissements recevant du public et des entrepôts exclusivement frigorifiques</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Par courrier en date du 21 décembre 2021, l'exploitant positionne ses installations vis-à-vis de la rubrique 1510. Il a identifié 3 groupes d'installations pourvues d'une toiture dédiée au stockage (notion d'IPD) suivant des distances d'éloignement supérieures à 40 m :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- groupe d'IPD n°1 : bâtiment O et A ;</li> <li>- groupe d'IPD n°2 : bâtiment D ;</li> <li>- groupe d'IPD n°3 : bâtiments B, C, E, F, G, Q, L, L', P, R, R'.</li> </ul> <p>Il indique que le groupe d'IPD n°1 fait l'objet de la première exception du libellé de la rubrique 1510. En effet, le volume total de produits et matières combustibles recensé (59 tonnes) est inférieur au seuil de 500 tonnes.</p> <p>Les groupes d'IPD n°2 et n°3 relèvent, quant à eux, de la rubrique 1510. Leur volume global est respectivement de 48 600 m<sup>3</sup> et de 326 950 m<sup>3</sup>.</p> <p>L'exploitant conclut que le site de V33 est désormais soumis au régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 1510 car le volume total est d'environ 375 550 m<sup>3</sup>.</p> <p>Dans l'arrêté préfectoral en vigueur du 30 mars 2009, la société V33 est soumise à autorisation au titre de la rubrique 1510. Le décret n°2020-1169 du 24 septembre 2020 ayant modifié le seuil de l'autorisation concernant la rubrique 1510, le site V33 est désormais classé à enregistrement sur la rubrique 1510 (volume compris entre 50 000 m<sup>3</sup> et 900 000 m<sup>3</sup>) tandis qu'il reste par ailleurs soumis à autorisation sur d'autres rubriques classant le site SEVESO seuil bas. La mise à jour de la situation administrative sera effectuée lors d'une actualisation ultérieure de l'arrêté préfectoral.</p>

En d'autres termes, l'exploitant conserve et conservera son arrêté préfectoral pris selon la procédure de l'autorisation, mais ses IPD passent sous le régime de l'enregistrement. L'arrêté du 11 avril 2017 relatif aux prescriptions générales applicables aux entrepôts couverts soumis à la rubrique 1510 modifié par l'arrêté du 24 septembre 2020, en particulier son annexe V, s'applique à ses IPD sous réserve de l'arrêté préfectoral d'autorisation.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**N° 3 : Etat des matières stockées, périodicité et disponibilité**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II

**Thème(s) :** Risques accidentels, 3. Organisation et moyens pour établir et actualiser un état des stocks.

**Prescription contrôlée :**

I. - Dispositions applicables aux installations à enregistrement et autorisation :

L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.

Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.

Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.

L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne (POI) lorsqu'il existe.

L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.

**Constats :**

L'état des stocks est tenu à jour par le logiciel SAP suivant les entrées et sorties de produits. Il est envoyé automatiquement par mail, tous les jours, aux agents de logistique, de production, aux cadres et à l'astreinte, y compris le week-end.

Cet état des stocks comprend les informations suivantes :

- bâtiment + zone
- article
- phrase de risque (code + libellé)

<p>- quantité en kilo</p> <p>Il est enregistré sur deux serveurs distincts, dans deux bâtiments séparés de 500 m, avec sauvegarde journalière. Les deux bâtiments abritant les deux serveurs sont alimentés par deux transformateurs différents ce qui garantit une indépendance dans l'alimentation des 2 serveurs en cas d'incendie sur une des deux zones.</p> <p>Un état des stocks plus précis est également disponible sur le réseau de l'entreprise, avec un code à 4 chiffres permettant de remonter à la fiche de données de sécurité (FDS), également disponible sur le réseau.</p> <p>L'exploitant indique par ailleurs qu'un inventaire physique est réalisé en fin d'année lors de la fermeture annuelle ce qui permet de constater d'éventuels écarts entre les quantités enregistrées dans le logiciel et l'état réel des stocks.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de transmettre le bilan de l'inventaire de fin 2023 permettant de constater les écarts entre l'état des stocks issu du logiciel et l'inventaire physique.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

**N° 4 : Etat des matières stockées d'information de la population (A et Enr)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 1.4 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 3. Inventaire synthétique</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre à l'objectif suivant : (...) 2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'état des stocks tel que présenté répond à l'obligation de lisibilité et d'information de la population du fait des libellés explicites des produits et des mentions de danger.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 5 : Matières dangereuses et chimiquement incompatibles**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 8 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a / 2.c Prévention des départs de feu ou des effets sur les tiers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p>

<p>Les matières chimiquement incompatibles ou qui peuvent entrer en réaction entre elles de façon dangereuse ou qui sont de nature à aggraver un incendie, ne doivent pas être stockées dans la même cellule, sauf si l'exploitant met en place des séparations physiques entre ces matières permettant d'atteindre les mêmes objectifs de sécurité.</p> <p>De plus, les matières dangereuses sont stockées dans des cellules particulières dont la zone de stockage fait l'objet d'aménagements spécifiques comportant des moyens adaptés de prévention et de protection aux risques. Ces cellules particulières sont situées en rez-de-chaussée sans être surmontées d'étages ou de niveaux et ne comportent pas de mezzanines.</p> <p>Ces dispositions ne sont pas applicables dans les zones de préparation des commandes ou dans les zones de réception.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'affectation d'encasage des produits est déterminée par le logiciel suivant un paramétrage pré-déterminé. Lors de l'inspection l'exploitant n'est pas en mesure de confirmer que le paramétrage de l'outil permet de garantir l'absence de stockage de matières incompatibles dans la même cellule.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de vérifier que les paramétrages de gestion du logiciel permettant de gérer l'encasage évite le stockage des matières incompatibles dans la même cellule, et de transmettre les éléments à l'inspection.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>

#### N° 6 : Conditions de stockage

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Une distance minimale nécessaire au bon fonctionnement du système d'extinction automatique d'incendie, lorsqu'il existe, est maintenue entre les stockages et la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en vrac sont par ailleurs séparées des autres matières par un espace minimum de 3 mètres sur le ou les côtés ouverts. Une distance minimale de 1 mètre est respectée par rapport aux parois et aux éléments de structure ainsi que la base de la toiture ou le plafond ou tout système de chauffage et d'éclairage.</p> <p>Les matières stockées en masse forment des îlots limités de la façon suivante :</p> <p>1° Surface maximale des îlots au sol : 500 m<sup>2</sup> ;</p> <p>2° Hauteur maximale de stockage : 8 mètres maximum ;</p> <p>3° Largeurs des allées entre îlots : 2 mètres minimum.</p>



[En l'absence de système d'extinction automatique, les matières stockées en rayonnage ou en palettier respectent les dispositions suivantes :

1° Hauteur maximale de stockage : 10 mètres maximum ;

2° Largeurs des allées entre ensembles de rayonnages ou de palettiers : 2 mètres minimum.] Ces dispositions sont non applicables aux installations existantes av 2003 et aux installations nouvellement soumises à 1510.

La hauteur des matières dangereuses liquides est limitée à 5 mètres par rapport au sol intérieur, quel que soit le mode de stockage.

En présence d'un système d'extinction automatique compatible avec les produits entreposés,

- la hauteur de stockage en rayonnage ou en palettier, pour les liquides inflammables est limitée à :

- 7,60 mètres pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L ;

- 5 mètres par rapport au sol intérieur pour les récipients de volume strictement supérieur à 230 L.

- la hauteur n'est pas limitée pour les autres matières dangereuses.

Le stockage en mezzanine de tout produit relevant de l'une au moins des rubriques 2662 ou 2663, au-delà d'un volume correspondant au seuil de la déclaration de ces rubriques, est interdit. Cette disposition n'est pas applicable pour les installations soumises à déclaration, ou en présence d'un système d'extinction automatique adapté.

#### **Constats :**

Le site utilise un système de stockage en rayonnage. Le stockage des bâtiments logistiques R et R' a été vu lors de l'inspection. Les deux cellules sont séparées par un mur coupe-feu et sont équipées d'un système d'extinction automatique incendie. Le bâtiment R est équipé d'un sprinklage inter-rack, et le bâtiment R' est équipé d'un sprinklage en toiture.

L'exploitant indique qu'il a disposé son stockage suivant les règles APSAD et en lien avec l'étude de danger. Les rayonnages sont d'une hauteur d'environ 10 m, espacés de 1,5 à 2 m environ et distant de la toiture de 2 à 3 m environ.

L'arrêté ministériel du 11 avril 2017 dispose que la hauteur maximale de stockage peut être modulée en présence d'un système d'extinction automatique, pour les liquides inflammables qui sont stockés en rayonnage ou en palettier. Dans ce cas, pour les récipients de volume strictement supérieur à 30 L et inférieur à 230 L, la hauteur peut dépasser 5 m sans dépasser toutefois 7,60 m. La hauteur reste limitée à 5 m par rapport au sol intérieur pour les stockages de liquides inflammables en récipients de volume strictement supérieur à 230 L.

En présence d'un système d'extinction automatique, la hauteur n'est pas limitée pour les liquides inflammables en récipient de volume strictement inférieur à 30 L ou pour toutes les autres matières dangereuses.

Dans le cas du site de V33, l'exploitant indique que le stockage ne concerne que des récipients de volume inférieur à 30 L, ce qui a été vérifié en inspection dans les bâtiments R et R'. La hauteur des rayonnages n'est de ce fait pas limitée en hauteur par l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

Dans ce cas, il est rappelé à l'exploitant que le dimensionnement du système d'extinction automatique doit être adapté au stockage.

<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
--

**N° 7 : Interdictions de stockage de certains liquides inflammables**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 9 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.a Prévention des départs de feu
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le stockage de liquides inflammables de catégorie 1 (mention de danger H224) est interdit en contenants fusibles de type récipients mobiles de volume unitaire supérieur à 30 L. Cette disposition est applicable à compter du 1er janvier 2023.</p> <p>Ces interdictions ne sont pas applicables si le stockage est muni de moyens de protection contre l'incendie adaptés et dont le dimensionnement satisfait à des tests de qualification selon un protocole reconnu par le ministère chargé des installations classées.</p> <p>Ces interdictions ne s'appliquent pas au stockage d'un récipient mobile ou d'un groupe de récipients mobiles d'un volume total ne dépassant pas 2 m<sup>3</sup> dans une armoire de stockage dédiée, sous réserve que cette armoire soit REI 120, qu'elle soit pourvue d'une rétention dont le volume est au moins égal à la capacité totale des récipients, et qu'elle soit équipée d'une détection de fuite.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection, la consultation de l'état des stocks a permis de vérifier l'absence de stockage de produit à mention de danger H224. L'exploitant indique que cette situation n'est pas spécifique au jour de l'inspection et qu'habituellement, aucun produit H224 n'est stocké sur site non plus.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 8 : Détection incendie**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 12
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.b La détection incendie
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La détection automatique d'incendie avec transmission, en tout temps, de l'alarme à l'exploitant est obligatoire pour les cellules, les locaux techniques et pour les bureaux à proximité des stockages. Cette détection actionne une alarme perceptible en tout point du bâtiment permettant d'assurer l'alerte précoce des personnes présentes sur le site, [et déclenche le compartimentage de la ou des cellules sinistrées]. Le compartimentage est applicable aux installations nouvelles et aux enregistrées après 2011.</p> <p>Le type de détecteur est déterminé en fonction des produits stockés. Cette détection peut être assurée par le système d'extinction automatique s'il est conçu pour cela, à l'exclusion du cas des cellules comportant au moins une mezzanine, pour lesquelles un système de détection dédié et adapté doit être prévu.</p> <p>Dans tous les cas, l'exploitant s'assure que le système permet une détection de tout départ d'incendie tenant compte de la nature des produits stockés et du mode de stockage.</p> <p>Sauf pour les installations soumises à déclaration, l'exploitant inclut dans le dossier prévu au point</p>

1.2. de la présente annexe les documents démontrant la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection.

**Constats :**

L'exploitant indique que:

- les bâtiments P, L, L', R, R', D et O sont équipés de système de détection incendie
- les bâtiments G (fabrication des produits base solvants et base aqueuse) et Q (bâtiment fabrication base aqueuse) sont équipés de systèmes de détection sur les zones spécifiques comportant des installations électriques
- le bâtiment J (bureaux) est équipé de détection sur les voies de circulation et les combles
- les bâtiments A, E et B (bâtiments de fabrication) ne sont équipés d'aucun système de détection.

L'exploitant indique également que l'activité du bâtiment A va être arrêtée. De plus ce bâtiment fait partie du groupe d'IPD n°1 dont le volume de produits combustibles est inférieur à 500 t et auquel l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 ne s'applique pas. L'arrêté préfectoral d'autorisation de 2009 n'impose rien non plus en matière de détection sur ce bâtiment.

Les bâtiments C et F ne sont pas équipés de système de détection incendie mais sont équipés d'un système de sprinklage.

Les bâtiments B et E ne sont en revanche équipés ni de détection incendie, ni de système d'extinction automatique. Ils sont dans un groupe d'IPD selon le positionnement de l'exploitant (Groupe d'IPD n°3 : Bâtiments B, C, E, F, G, Q, L, L', P, R, R'.) qui constitue un entrepôt couvert au sens de l'arrêté ministériel (installation pourvue a minima d'une toiture, composée d'un ou plusieurs bâtiments).

Suite à une demande de précision de l'inspection sur le contenu détaillé des stockages présents dans ces deux bâtiments, l'exploitant a apporté des compléments d'information par mail en date du 7 juin 2024.

Selon l'exploitant, le bâtiment E est un atelier de fabrication / conditionnement sur 2 étages. Il n'y a pas de zones de stockage dédiées dans cet atelier pour des produits inflammables et/ou combustibles hormis quelques fûts et containers de matières premières en zone de fabrication. Les stocks principaux dans cet atelier sont liés aux fabrications en cours (cuves de fabrication, produits conditionnés), ou matières premières/composants en attente de fabrication et les produits conditionnés dans l'atelier sont évacués dans les 24 h en logistique.

Ces encours ne sont pas considérés par l'inspection comme des stockages pour la rubrique 1510 dans la mesure où :

- ils sont directement liés à l'activité ;
- ils sont situés à proximité de l'activité ;
- leur quantité représente au plus 2 jours de production.

En revanche, l'exploitant précise que le bâtiment B comprend :

- Au rez-de-chaussée : un atelier de maintenance et un atelier Pinceaux, avec, en termes de produits inflammables et/ou combustibles:
  - \* quelques bouteilles (oxygène, acétylène, argon, azote) pour le poste à souder
  - \* environ 400 L d'huile (bidons, fûts)
  - \* environ 50 L de solvants pour les nettoyages outils

<p>* une cuve de gasoil de 1500 L</p> <p>* 3 bouteilles de gaz (butane, propane)</p> <p>* quelques sacs de granulés plastiques environ 500 kg</p> <p>- Au 1er étage : un stockage de palettes de cartons utilisables pour le colisage dans les ateliers de fabrication et logistique. La quantité de produits combustibles (palettes + cartons) est de 600 palettes de 200 kg soit 120 tonnes.</p> <p>- Au 2ème étage : stockage de pièces mécaniques pour la maintenance</p> <p>Au vu de ces éléments, et du stockage de produits combustibles en dehors d'une activité de fabrication, notamment palettes et cartons en quantités significatives en mezzanine, l'arrêté ministériel est applicable au bâtiment B et impose de mettre en place une détection incendie adaptée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>Il est demandé à l'exploitant de mettre en conformité le bâtiment B avec le point 12 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017. Il transmettra à l'inspection les justificatifs de cette mise en conformité (devis signé, facture ou procès-verbal de réception de travaux) dans le délai imparti ci-dessous.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 9 : Plan de défense incendie (installations 1510 A en 2020)**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Point 23 de l'annexe II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, 2.b Lutte contre un incendie</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour tout entrepôt, un plan de défense incendie est établi par l'exploitant, en se basant sur les scénarios d'incendie les plus défavorables d'une unique cellule.</p> <p>L'alinéa précédent est applicable à compter du 31 décembre 2023 pour les entrepôts existants ou dont la déclaration ou le dépôt du dossier complet d'enregistrement est antérieur au 1er janvier 2021, soumis à déclaration ou enregistrement, lorsque ces entrepôts n'étaient pas soumis à cette obligation par ailleurs.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;</li> <li>– l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;</li> <li>– les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées et non ouvrées, y compris le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues au point 3 de la présente annexe ;</li> <li>– la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;</li> <li>– les plans d'implantation des cellules de stockage et murs coupe-feu ;</li> </ul>

- les plans et documents prévus aux points 1.6.1 et 3.5 de la présente annexe ;
- le plan de situation décrivant schématiquement l'alimentation des différents points d'eau ainsi que l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise de l'incendie de chaque cellule ;
- la description du fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique, s'il existe, et le cas échéant l'attestation de conformité accompagnée des éléments prévus au point 28.1 de la présente annexe ;
- s'il existe, les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif visé au point 28.1 de la présente annexe ;
- la localisation des commandes des équipements de désenfumage prévus au point 5 ;
- la localisation des interrupteurs centraux prévus au point 15, lorsqu'ils existent ;
- les dispositions à prendre en cas de présence de panneaux photovoltaïques ;
- les mesures particulières prévues au point 22.

Il prévoit en outre les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler.

Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours.

Ce plan de défense incendie est inclus dans le plan d'opération interne s'il existe. Il est tenu à jour.

#### **Constats :**

L'exploitant est en cours de révision de son POI auquel il intégrera le plan de défense incendie dont plusieurs éléments sont communs.

Parmi les éléments devant figurer dans le plan de défense incendie requis par le point 23 de l'annexe II de l'arrêté du 11 avril 2017, l'exploitant doit ajouter:

- les mesures particulières prévues au point 22 concernant les mesures à prévoir en cas d'indisponibilité des moyens de défense incendie, par exemple les jours de maintenance du système de sprinklage ;
- les modalités selon lesquelles les FDS sont tenues à disposition du service d'incendie et de secours, et de l'inspection.

Certains documents exigés dans le plan de défense incendie existent au sein de l'entreprise mais ne sont pas joints au plan de défense incendie et au POI. Il s'agit de:

- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avec des extincteurs et des robinets d'incendie armés et d'interagir sur les moyens fixes de protection incendie, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;
- l'attestation de conformité fonctionnement opérationnel du système d'extinction automatique ;
- les éléments de démonstration de l'efficacité du dispositif.

L'exploitant indique que les autres éléments seront bien intégrés au plan de défense incendie intégré au POI.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

Il est demandé à l'exploitant de compléter le plan de défense incendie avec les éléments

susmentionnés au sein du POI et de mettre à disposition, de manière accessible, par exemple en annexe, les éléments déjà existants au sein de l'entreprise (justification de compétences des agents, attestation de conformité du système d'extinction et démonstration de son efficacité).

La mise à jour du POI est annoncée par l'exploitant à la fin de premier semestre 2024. Il est demandé de transmettre cette mise à jour à l'inspection.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 1 mois

#### N° 10 : Effets thermiques sur les tiers (A et Enr)

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article Annexe VIII

**Thème(s) :** Risques accidentels, 2.c Prévenir les effets thermiques sur les tiers

##### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant élabore avant le 1er janvier 2023 pour les installations à enregistrement ou autorisation et avant le 1er janvier 2026 pour les installations à déclaration une étude visant à déterminer les distances correspondant à des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup>. Les distances sont au minimum soit celles calculées, à hauteur de cible ou à défaut à hauteur d'homme, pour chaque cellule en feu prise individuellement par la méthode FLUMILOG compte-tenu de la configuration du stockage et des matières susceptibles d'être stockées (référéncée dans le document de l'INERIS " Description de la méthode de calcul des effets thermiques produits par un feu d'entrepôt ", partie A, réf. DRA-09-90 977-14553A) si les dimensions du bâtiment sont dans son domaine de validité, soit celles calculées par des études spécifiques dans le cas contraire. Cette étude est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées, et pour les installations soumises à déclaration, des organismes de contrôle.

Si elle existe et si les éléments répondant aux dispositions ci-dessus y figurent, l'exploitant peut s'appuyer sur toute étude déjà réalisée, notamment les études jointes, le cas échéant, aux dossiers de déclaration, enregistrement ou autorisation.

##### **Constats :**

L'étude des effets thermiques en cas d'incendie de 8 kW/m<sup>2</sup> est intégrée à l'étude de danger de 2014. Cette étude est toujours d'actualité, le statut du site en Seveso seuil bas n'exige pas sa révision sans modification du site. Dans cette étude, un scénario présente des effets qui sortent du site, au niveau de la route : il s'agit d'un incendie qui se déclarerait au niveau du bâtiment F.

**Type de suites proposées :** Sans suite